

Printemps 2005 | Numéro 02

Point de vue

Bulletin

INTRODUCTION

Le premier numéro du bulletin *Point de vue*, publié à l'hiver 2004 par le Service canadien des forêts de Ressources naturelles Canada, a suscité beaucoup de réactions positives.

Nous croyons que ce deuxième numéro saura également vous intéresser. Une fois de plus, nous portons notre attention sur la forêt boréale canadienne — non seulement la forêt septentrionale, mais également les personnes

qui y vivent, qui y travaillent et qui ont un intérêt marqué à maintenir la forêt en santé et le secteur forestier dynamique.

À l'intérieur

-  **Message du Ministre** page 2
-  **Au-delà des apparences** page 3
-  **Abitibi : À l'écoute des intervenants** page 4
-  **Vivre dans la forêt boréale** page 5
-  **Des bassins hydrographiques en santé** page 6
-  **Al-Pac vise l'équilibre** page 7
-  **Les oiseaux de la forêt boréale** page 8



Rédacteur en chef : Bob Burt
Comité de rédaction : Jim Farrell, Sylvie Letellier, Gordon Miller, Geoff Munro
Gestionnaires de la production : Danj Power, Sylvie Provenzano
Rédacteur : Tom Douglas
Équipe de rédaction et de révision : Hélène Beaugard, Donna Colterman, Maria Mascaro, Denis Rochon, David Tuck

Courriel : scf.pointdevue@rncan.gc.ca

URL : pointdevue.scf.rncan.gc.ca

Communiquez avec nous à :

Ressources naturelles Canada, Service canadien des forêts,
580, rue Booth, 8^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0E4
Téléphone : (613) 947-7346
Télécopieur : (613) 947-7397

N° de convention Postes Canada : 40062948
ISSN# 1712-266X

Les photos de J. David Andrews sont tirées de la collection des *Forêts du Canada* de Ken Farr (Ressources naturelles Canada, Service canadien des forêts/Fitzhenry & Whiteside, 2003).



Ressources naturelles
Canada

Natural Resources
Canada

Canada

MESSAGE DU MINISTRE

LA FORÊT BORÉALE : UNE QUESTION IMPORTANTE POUR LE CANADA ET LE RESTE DU MONDE



Photo : Couvrette/Ottawa

L'honorable R. John Efford Ministre des Ressources naturelles

Je suis heureux de vous présenter ce second numéro de *Point de vue*. Celui-ci nous permettra d'y poursuivre une étude approfondie de la forêt boréale, l'un des écosystèmes forestiers les plus importants du Canada.

Le Canada, un pays doté de nombreuses ressources naturelles, a tout intérêt à faire en sorte que ses forêts demeurent saines et vigoureuses pour les générations futures de Canadiens. Cette affirmation concerne tout particulièrement la forêt boréale, qui représente 70 % de la couverture forestière du pays.

La forêt boréale contribue à notre qualité de vie, surtout dans le cas des personnes qui vivent et travaillent dans les agglomérations majoritairement rurales, bien souvent tributaires, pour leur subsistance et leur bien-être, des ressources que leur procure une forêt en bonne santé. Il nous incombe donc de voir à ce que la forêt boréale continue d'offrir les avantages socio-économiques et environnementaux si prisés par la population canadienne.

Afin de réaliser cet objectif, nous allons inviter nos concitoyens à participer à des discussions sur la forêt boréale. Nous avons également l'intention de collaborer avec d'autres nations de la zone boréale, comme la Russie, la Suède et la Finlande, de telle sorte qu'une vision à long terme puisse présider à sa gestion.

J'espère que vous trouverez ce numéro de *Point de vue* instructif et qu'il servira de tremplin pour des échanges éclairés sur toutes les questions liées à la forêt boréale. Si nous travaillons de concert, le Canada demeurera un chef de file en matière de gestion moderne et durable, tant de ce type de forêt que d'autres secteurs écologiques particuliers.

La forêt boréale



AU DELÀ DES APPARENCES

UNE VÉRITÉ QUI EN CACHE UNE AUTRE



Photo : Couvrette/Ottawa

Brian Emmett
Sous-ministre adjoint
Service canadien des forêts
Ressources naturelles Canada

Nous qualifions le Canada de nation boréale. Il s'agit là d'une description exacte.

Cela me rappelle la description de Voltaire, le célèbre écrivain français du XVIII^e siècle, qui a qualifié le Canada de « quelques arpents de neige ». En hiver, en effet, une bonne partie du territoire canadien est couvert de neige.

Tout comme notre pays, c'est « des arpents de neige », le Canada est aussi considéré comme une nation boréale. Comme vous pouvez le voir en examinant la carte de la forêt boréale sur cette page, une vaste bande de forêt boréale recouvre le Nord de notre pays, et on y retrouve une immense étendue d'arbres, de lacs, de rivières, de ruisseaux, de pierres et de marais. Mais il ne s'agit là que d'une description du territoire.

Les expressions « nation boréale » et « arpents de neige » décrivent toutes deux une réalité géographique du Canada, mais elles cachent davantage qu'elles ne révèlent. Elles donnent une image unidimensionnelle d'un monde multidimensionnel. Elles ignorent aussi le cœur

du Nord. Dans cette immensité de neige et de forêt, il y a tous ces êtres humains qui rendent le Nord du Canada riche et vivant. Cette région est bien plus qu'une réserve naturelle mythique.

Dans le Nord, on compte des centaines de collectivités établies de longue date. Elles sont liées par des aéroports, des routes et un réseau ferroviaire, ainsi que par des voies canotables et des sentiers de motoneige.

Les personnes vivant dans ces collectivités les ont bâties à leur image. Ce sont des Autochtones, qui y vivent depuis des milliers d'années, et des habitants plus récents, pionniers et immigrants, qui s'y installent depuis 500 ans en provenance d'Europe et d'autres parties du monde.

Dans ces collectivités du Nord, on retrouve des dirigeants séculiers et spirituels, des éducateurs, des guérisseurs, des artistes, des athlètes, des patrons et des employés, des travailleurs autonomes et des chômeurs, soit la même diversité qu'on peut retrouver dans n'importe quelle population d'Amérique du Nord, avec la même litanie de préoccupations, entre autres : soins de santé, éducation, sécurité d'emploi, environnement et équilibre du budget familial.

Les gens vivent et travaillent dans les collectivités nordiques pour de multiples raisons. Cependant, leurs aspirations et leurs préoccupations sont aussi valables et importantes que celles des gens qui vivent à Montréal, à New York, à Vancouver ou à Los Angeles, particulièrement à l'égard des questions touchant leurs collectivités.

Dans ces pages, Ross Risvold, un résident de longue date de la forêt boréale, parle de son expérience directe avec les problèmes infligés à une collectivité boréale. Cette dernière a dû faire face à des contestations judiciaires dirigées et financées par des organismes situés à des centaines de kilomètres de là.

Dans un autre article, un porte-parole d'une entreprise de produits forestiers fait remarquer qu'à cause des nombreux règlements et valeurs sociales « un permis de récolte de 1 000 hectares n'indique d'aucune façon que 1 000 hectares sont disponibles pour la récolte ». En fait, une bonne partie de la région visée par ce permis est protégée de la récolte d'une façon ou d'une autre.

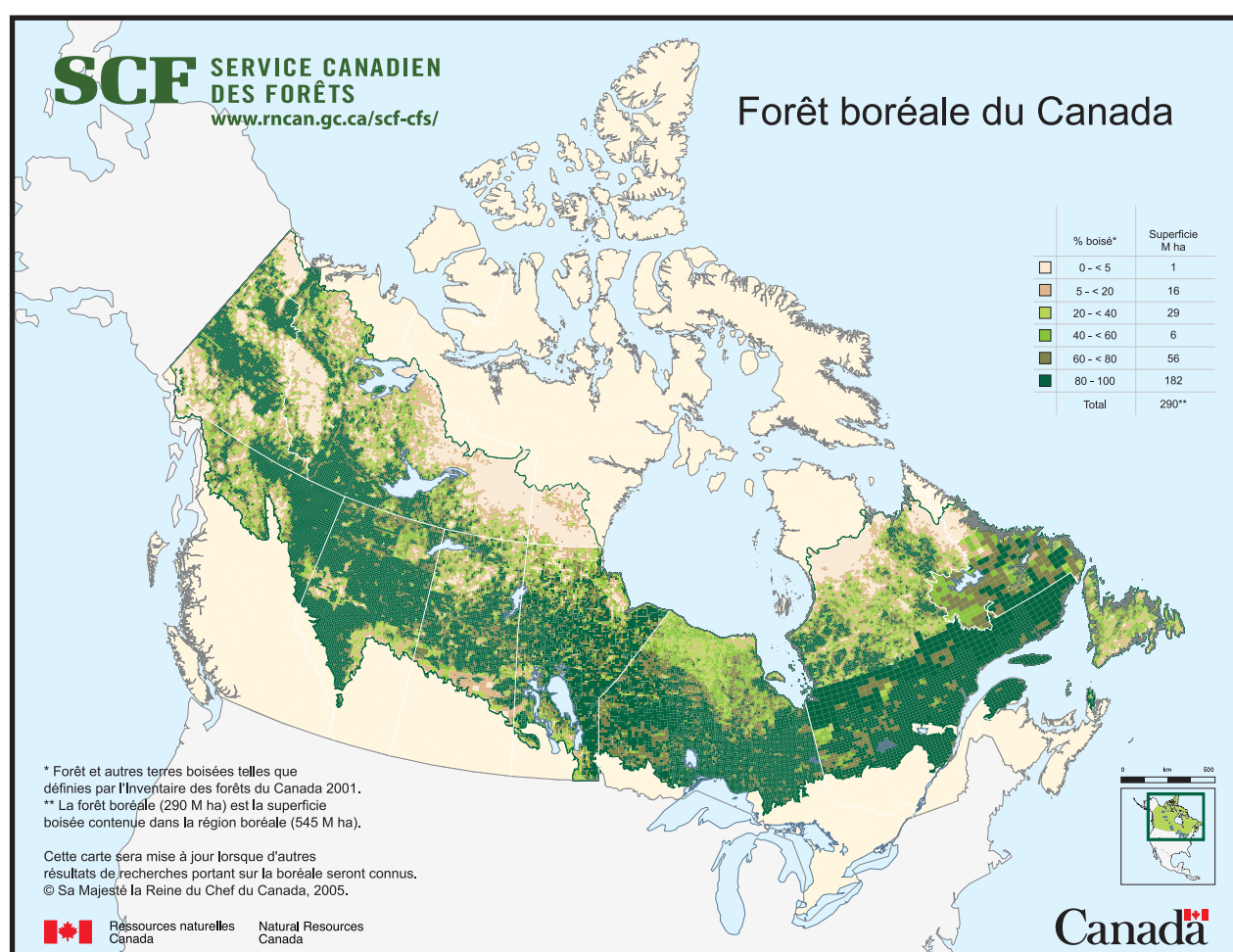
Les arguments présentés par chacun d'eux mettent en évidence les problèmes fondamentaux soulevés par ce débat sur la forêt boréale et sur son avenir. Le premier point fait ressortir le besoin des gens vivant à cet endroit d'être entendus et reconnus; le deuxième est d'ordre sémantique : Que voulons-nous dire par « zones protégées »? Et surtout, que voulons-nous dire par « boréal »?

Les deux points sont importants et le SCF s'intéresse à chacun d'eux.

Dans le deuxième point, pour qu'un débat significatif prenne place, les gens doivent avoir des concepts communs. Malheureusement, les termes « forêt boréale », « écosystème boréal » et « région boréale » ont tendance à être utilisés de façon indistincte, et cela fait une grande différence quand on parle du nombre et de la taille des collectivités ou de la composition des forêts sur le plan des espèces. De même, le terme « protégé » n'est pas toujours utilisé dans le même sens : « formellement protégé », comme dans le cas d'un parc établi officiellement, ou « protégé » par des règlements ou des valeurs sociales, comme on l'a vu précédemment.

Pour aider à documenter la discussion sur la forêt boréale, c'est-à-dire pour aider à définir précisément ce dont nous parlons, le SCF a adopté la carte apparaissant sur cette page. Il est entendu que la recherche et les phénomènes comme les changements climatiques pourront entraîner, dans l'avenir, des ajustements aux frontières. Mais cette carte définit la région boréale pour le moment et donne une base géographique solide au débat. Nous développons également un glossaire des termes liés à la forêt boréale. Les gens auront ainsi une compréhension commune des termes utilisés, ce qui aidera à structurer et à clarifier les discussions.

En ce qui concerne les collectivités boréales, le SCF étudie présentement des façons de les aider à se faire entendre. D'ici le prochain numéro de *Point de vue*, qui sera publié plus tard cette année, nous espérons avoir entrepris la mise en œuvre d'au moins une initiative pour résoudre cette question. À suivre...



ABITIBI : À L'ÉCOUTE DES INTERVENANTS

FAIRE CE QU'IL FAUT ET COMME IL FAUT



Francine Dorion
Vice-présidente
Développement durable et environnement
Abitibi-Consolidated Inc.

La devise d'Abitibi-Consolidated, dans la réalisation de son engagement de protéger et d'améliorer les ressources dont elle a la responsabilité, est de « faire ce qu'il faut et comme il faut », rapporte Francine Dorion.

M^{me} Dorion est vice-présidente, chargée du développement durable et de l'environnement, au sein de la multinationale de produits forestiers établie à Montréal. Elle explique : « Nous réalisons que pour se développer et croître et pour exploiter une firme en se comportant en bon citoyen — ce qui va de pair — une entreprise doit gérer la forêt dont elle a la charge de manière durable, économiquement rentable et socialement acceptable. »

Elle ajoute que la compagnie a appris au cours des ans que le meilleur moyen d'y arriver est d'établir un dialogue proactif avec les personnes dont le gagne-pain et la qualité de vie dépendent d'une forêt qui leur survivra à perpétuité. Avant qu'une récolte ne débute dans une région, l'entreprise rencontre les groupes et les individus qui ont un intérêt dans la durabilité de la forêt pour connaître leur avis et recueillir leurs suggestions lors du processus de planification.

« Parfois, nous allons au-delà des préoccupations exprimées par ces intervenants car nous avons appris, au fil du temps, ce qui est nécessaire pour maintenir la durabilité des forêts que nous exploitons », affirme M^{me} Dorion. « Nous cherchons par exemple à identifier les forêts à valeur de conservation élevée de concert avec le Fonds mondial pour la nature, et nous avons entrepris des projets sur l'habitat du caribou des forêts. »

Elle ajoute que chaque domaine pour lequel l'entreprise détient un permis a des besoins différents : « Avant la récolte, nous prenons beaucoup de temps pour rassembler les suggestions des experts forestiers, des organisations non gouvernementales et des populations vivant dans la région. Par la suite, nous établissons des lignes directrices particulières sur l'utilisation des terres en nous conformant au cadre provincial existant d'aménagement forestier durable. De plus, nos actions sont tout à fait transparentes. Le public a accès à toute l'information qui touche nos opérations par le biais de notre site Web et de nos rapports annuels.

« Nous entendons parfois dire que nos forêts ne sont pas suffisamment protégées — officiellement désignées comme forêts-parcs, par exemple — ou qu'elles ne sont pas gérées de manière durable. Cependant, avec les suggestions des intervenants et les nombreux règlements provinciaux et fédéraux qui font partie de tout contrat de licence, nous réalisons très rapidement que la planification et l'exploitation forestière sont très bien définies et forment un cadre solide sur lequel s'appuyer.

« Entre 30 et 40 % des bandes de terre sont intouchables à cause de certains règlements ainsi que des valeurs sociales de la population locale », ajoute-t-elle. « Pensons par exemple aux zones tampons autour des rivières et des lacs, aux aires

de nidification des oiseaux, aux lieux de sépulture autochtones, aux sites culturellement vulnérables et aux régions soumises à d'autres lignes directrices sur la biodiversité. Un permis de récolte de 1 000 hectares n'indique d'aucune façon que 1 000 hectares sont disponibles pour la récolte.

« Nous prenons nos responsabilités sérieusement et nous réalisons que la forêt est dynamique. Elle est toujours changeante et nous devons constamment ajuster nos actions à un certain nombre de variables et à de nouvelles connaissances. Le fait qu'une entreprise comme Abitibi-Consolidated ait un permis de récolte du gouvernement provincial ne signifie pas que nous avons carte blanche », souligne M^{me} Dorion.

Elle ajoute que l'entreprise est particulièrement engagée dans la recherche et l'acquisition de connaissances par le biais du Réseau de forêts modèles, du Cadre canadien d'aménagement forestier durable et de partenariats avec plusieurs universités régionales.

En résumé, M^{me} Dorion conclut : « La forêt est une ressource renouvelable que nous sommes engagés à gérer de manière durable. Notre permis de récolte est également un permis social. Nous reconnaissons que le public et les différents intervenants jouent un rôle clé dans la prise de décision face à ce qui doit être fait. Il est clair qu'à titre d'industrie nous avons un rôle à jouer et une contribution à apporter qui vont au-delà de la simple application des règlements. C'est la voie que nous avons choisie et celle que nous désirons poursuivre. »



Depuis 1960, le SCF a publié les résultats de 1 147 études sur la forêt boréale.

Caribou des forêts

Photo : Abitibi-Consolidated Inc. fichier maître



VIVRE DANS LA FORÊT BORÉALE

LES DEUX AUTRES ASPECTS DE LA DURABILITÉ



Ross Risvold

Les résidents des forêts boréales du Canada en ont assez des paroles en l'air et exigent désormais des actions fermes, rapporte Ross Risvold, ancien maire de Hinton, en Alberta, et ancien président de la Forêt modèle de Foothills.

« Au cœur du débat, les collectivités situées dans les forêts boréales demandent que la durabilité soit envisagée sous tous ses aspects — environnemental, social et économique », explique Risvold, qui est encore très engagé dans les questions de durabilité à titre de consultant professionnel.

« Présentement, du point de vue législatif, les aspects social et économique de la durabilité ne reçoivent pas la même attention que l'environnement. Imaginez un large cercle noir sur une feuille de papier portant l'inscription "Environnement" et deux points juste en dessous représentant les aspects social et économique de la durabilité. Cette image illustre où l'emphase est mise dans les collectivités rurales, retirées et tributaires des ressources (R3) en ce qui a trait à la recherche, au développement, aux politiques et aux lois. »

Risvold parle en connaissance de cause. En tant que maire de Hinton, il s'est livré à une bataille perdue d'avance lorsqu'une entreprise d'extraction de charbon a commencé à manquer de ressources accessibles et a vu ses tentatives de trouver une autre source d'approvisionnement contrecarrées.

Risvold raconte que la clientèle est allée ailleurs à cause de retards délibérés causés par des contestations judiciaires relatives à l'environnement. Les causes portées devant les tribunaux étaient dirigées et financées par des organismes situés à des centaines, voire des milliers de kilomètres de sa collectivité. Il affirme que l'économie de Hinton, de même que les familles de cette collectivité, en a souffert.

« Si vous intentez un procès contre quelqu'un pour des questions de développement, tout ce que les juges peuvent examiner, ce sont les lois sur l'environnement », déclare Risvold. « Ils ne peuvent même pas prendre en compte les ramifications sociales et économiques. Cette approche législative fermée est inacceptable pour la durabilité des collectivités R3. »

Hinton se remet sur pied grâce à des activités d'exploration du gaz naturel dans les environs, mais Risvold est encore irrité par l'attitude de bien des gens lorsque la collectivité a connu ses premiers problèmes d'ordre social et économique. Ces gens, soutient-il, n'avaient aucun intérêt pour la région parce qu'ils n'y vivaient pas.

« Chaque fois que vous faites face à une situation similaire à celle que nous avons connue à Hinton, les gens vous suggèrent de vous concentrer sur l'écotourisme », rapporte Risvold. « En réalité, il n'existe probablement pas un seul endroit dans le monde qui n'envisage pas l'écotourisme, mais l'argent à faire dans l'écotourisme est limité. »

Risvold révèle que dans le cadre de son travail continu avec les maires et les autres responsables des collectivités forestières, il remarque de plus en plus de frustration. Ces individus sont frustrés parce que les grandes régions urbaines exercent une influence sur les hauts fonctionnaires du gouvernement qui décident de ce qui est bon pour les petites collectivités des régions forestières boréales.

« Ils sont en colère à cause de l'influence énorme que beaucoup de groupes environnementalistes détiennent parce qu'ils reçoivent du financement à la fois du Canada et d'ailleurs », précise Risvold. « Certains affirment que les groupes environnementaux des États-Unis exercent une influence démesurée et unilatérale sur les politiques et les lois forestières canadiennes. Les résidents des petites collectivités n'ont pas les ressources ou la capacité pour procurer à leur collectivité le même traitement au niveau social et économique. »

Il ajoute que si les environnementalistes souhaitent vraiment la durabilité des forêts boréales, ils devraient envisager la durabilité sous tous ses aspects — et accorder à l'économique et au social l'importance qui leur revient.



Photo : J. David Andrews

Selon Risvold, le Programme de forêts modèles du Canada est un modèle positif de durabilité. Il affirme qu'on pourrait tirer une bonne leçon de l'étude de ce concept dans lequel les intervenants locaux ont un mot à dire sur le sort des ressources dont ils assument la gestion.

« Ces intervenants locaux pourraient poursuivre le travail entamé par le fructueux Programme de forêts modèles du Canada et chercher à multiplier les travaux de recherche dans leur collectivité. Mais il faut avant tout fournir des ressources et des réseaux à ces collectivités pour qu'elles puissent apprendre à identifier et à mettre en œuvre des plans de durabilité donnant une importance égale aux trois aspects du développement. »

Risvold ajoute que la chose que les résidents des collectivités forestières veulent surtout éviter est « une autre série d'études qui ne font qu'évaluer leur situation sans en changer quoi que ce soit ».

« Deux choses essentielles doivent se produire », déclare Risvold. « D'abord, il faut développer des systèmes d'aide à la prise de décision visant la durabilité sociale et économique; et ensuite, il faut intégrer ces connaissances et ces outils dans les politiques et les lois forestières. Si cette recherche et son intégration dans les politiques ne se concrétisent pas, vous pouvez faire une croix sur la culture de ces collectivités parce que leurs résidents seront forcés de déménager dans les méga-centres — et avec les méga-centres viennent les méga-problèmes. »

Risvold soutient qu'il existe un besoin d'engagement sérieux de la part des hauts fonctionnaires du gouvernement parce que les personnes les plus influentes vivent dans les grandes villes et s'intéressent généralement peu au sort ou au mieux-être social et économique des résidents des forêts boréales.

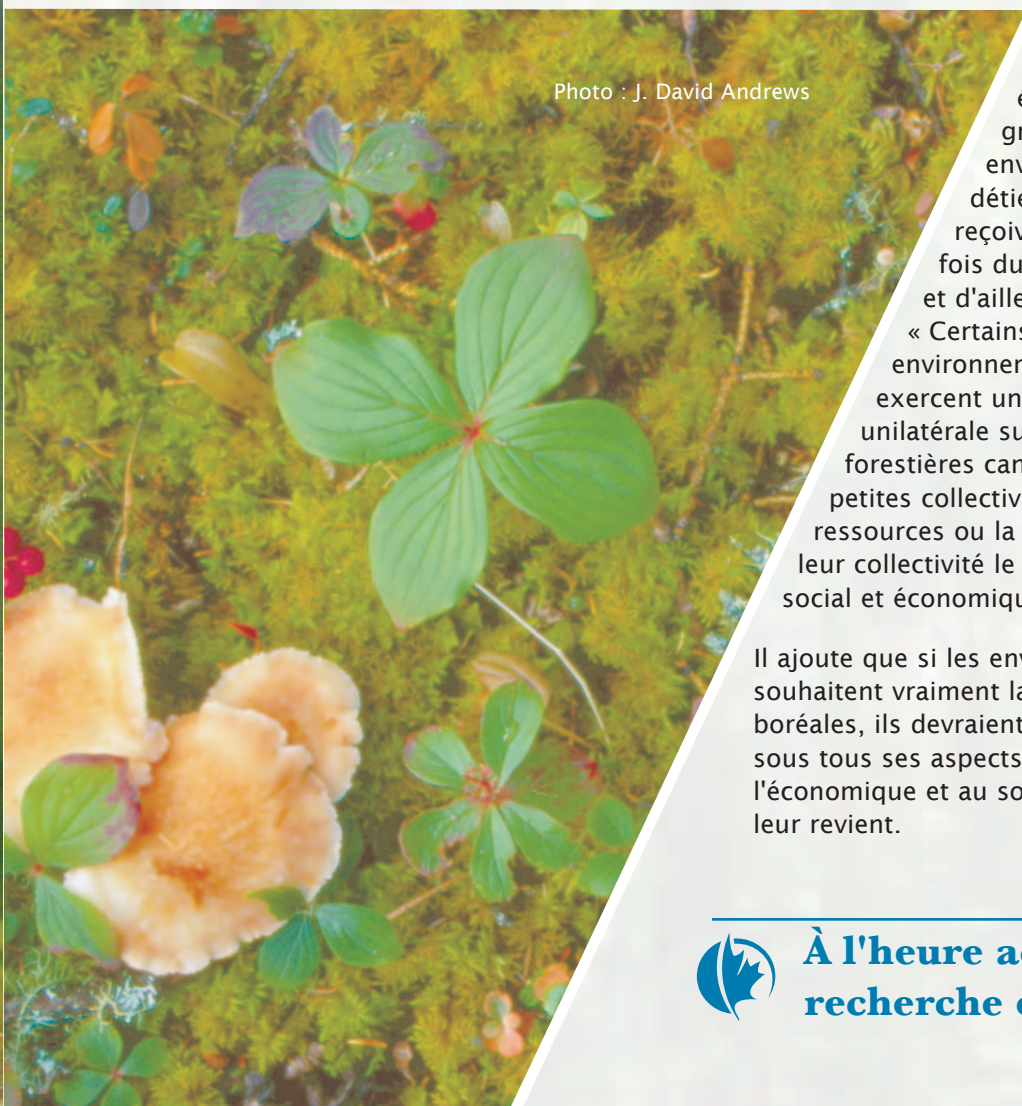


Photo : J. David Andrews



À l'heure actuelle, le SCF compte environ 145 projets de recherche en cours dans la forêt boréale.

DES BASSINS HYDROGRAPHIQUES EN SANTÉ

LA SANTÉ DE LA FORÊT BORÉALE N'A D'ÉGALE QUE CELLE DES BASSINS HYDROGRAPHIQUES



Photo : Innovation Alberta

Entrevue avec Gary Stewart

Directeur des programmes de conservation
Canards Illimités Canada

Selon vous, quels sont les grands enjeux de la forêt boréale?

La forêt boréale du Canada, avec ses nombreux lacs, rivières et terres humides, est un système où l'eau est omniprésente, et il existe un lien indéniable entre la santé de la forêt boréale et celle des bassins hydrographiques. La qualité et la quantité des eaux souterraines et de surface dépendent de l'utilisation des terres, et la santé de ces bassins hydrographiques est donc très importante. Une bonne partie de l'eau potable dont dépendent les habitants du Nord canadien est directement liée aux bassins hydrographiques de la région boréale. Toutefois, les progrès dans le domaine des forêts, du pétrole, de l'extraction de minéraux et de l'agriculture, le développement de l'énergie hydro-électrique et la progression du réchauffement planétaire augmentent la nécessité de s'assurer que les habitats et les écosystèmes présents dans ces régions sont préservés.

Que faites-vous pour faire progresser ces questions?

La planification et la mise en œuvre du plan de conservation de la forêt boréale sont souvent limitées par un manque de données de qualité et à jour à l'échelle du paysage qui pourraient faire progresser les pratiques de développement durable et les mesures de conservation proactives. À cette fin, Canards Illimités Canada a établi une approche multinationale de partenariat qui rallie

l'industrie, les gouvernements, les universités, les groupes autochtones et d'autres organismes de conservation sans but lucratif afin d'améliorer l'eau de la région boréale et la science des terres humides. Ces partenaires travaillent de concert pour dresser, à l'échelle du paysage, des répertoires comprenant les éléments suivants : cartographie par satellite dernier cri, relevés des oiseaux aquatiques et riverains, information sur l'utilisation traditionnelle des terres et analyses chimiques de l'eau. À l'aide de cette information, Canards Illimités et ses partenaires contribuent depuis 1997 à faire avancer le développement durable et à protéger les réseaux de terres humides des régions boréales de l'Ouest du Canada. De plus, nous entreprenons des activités similaires pour la conservation des régions boréales au Québec, en Ontario et dans les provinces de l'Atlantique.

Quels sont les principaux obstacles à votre action?

Le principal obstacle est le manque de ressources pour faire progresser les connaissances écologiques traditionnelles, la science occidentale et les programmes de surveillance et d'inventaire. Canards Illimités croit qu'une meilleure information se traduit par une meilleure utilisation des terres. De plus, il est de plus en plus urgent que les gouvernements et les intervenants jouent un rôle de chef de file afin de s'assurer que les efforts déployés pour la conservation correspondent aux nécessités économiques, sociales et environnementales de la forêt boréale canadienne.

Comment compareriez-vous la gestion de la forêt boréale au Canada avec celle des autres nations?

Bien que nous portions un grand intérêt à l'aspect mondial de cette question, la priorité de Canards Illimités est la forêt boréale du Canada, et non l'état de la gestion dans les autres pays de la zone boréale. Dans nos forêts commerciales du Sud, je crois que la gestion du Canada est supérieure à celle de la Russie, où les défis sociaux et économiques submergent les efforts de gestion durable des forêts. À l'échelle du

continent, toutefois, à cause de nos relations de travail étroites avec le USDA Forest Service, l'organisme américain Ducks Unlimited et d'autres partenaires américains, je suis conscient que l'Alaska comprend des millions d'hectares de terres humides qui ont été protégées du développement industriel de façon permanente.

Selon vous, quelle est la meilleure façon d'atteindre l'équilibre considérant les centaines de collectivités et les milliers de personnes qui vivent dans la région boréale du Canada et dépendent de sa valeur économique, environnementale, récréative et spirituelle?

Les décisions qui touchent le Nord doivent refléter les valeurs nordiques. Les collectivités autochtones ont acquis des connaissances uniques en vivant dans les régions boréales. Ces connaissances font partie intégrante de la conservation et du développement durable de la forêt boréale canadienne, et en assurent le succès. Nous reconnaissons également l'importance économique de cette forêt et nous comprenons comment l'industrie peut altérer le mieux-être social et environnemental. Canards Illimités est un organisme axé sur la science qui adhère fortement à une approche coopérative, et notre bagage scientifique nous permet de le faire. Notre expérience nous porte à croire que tous les intervenants doivent se concerter et discuter de façon ouverte, honnête et transparente, et avec toute l'information disponible, des décisions à prendre relativement à l'utilisation des terres. Le Conseil principal de la forêt boréale, parrainé par l'Initiative boréale canadienne, représente un bon exemple. Le Conseil réunit des dirigeants de différents groupes pour collaborer au développement d'une vision audacieuse de la conservation de la région boréale du Canada. Canards Illimités accueille favorablement toute occasion qui lui permet de partager sa connaissance des terres humides et des bassins hydrographiques, ses travaux scientifiques de pointe, ses ressources et ses 67 ans d'activités de conservation fondées sur le bon sens, et de nous faire cheminer vers le fragile équilibre recherché par tous.

Macreuse brune

Photo : © Canards Illimités Canada (Flynn)



AL-PAC VISE L'ÉQUILIBRE

LA DURABILITÉ PASSE PAR L'ÉQUILIBRE DES VALEURS



Entrevue avec Shawn Wasel
 Directeur, Ressources environnementales
 Alberta-Pacific Forest Industries Inc.

Selon vous, quels sont les grands enjeux de la forêt boréale?

Il existe des valeurs multiples et souvent concurrentes sur le plan environnemental, social, culturel et économique. Ces valeurs sont importantes pour la forêt boréale, et nous devons prendre bien soin d'en assurer l'équilibre de manière durable pour satisfaire aux besoins de chacun. Par exemple, le territoire de la forêt boréale et l'habitat forestier subissent des pertes importantes causées par les effets cumulatifs de l'exploitation des ressources (pétrolières, gazières, forestières et minières), de la croissance agricole et du mitage. De plus, la quantité et la qualité de l'eau de demain dépendent de notre capacité à gérer les répercussions de nos activités sur l'écosystème boréal.

Que faites-vous pour faire progresser ces questions?

Pour faire face à ces questions, il est certain que nous devons adopter une approche polyvalente, de notre façon de fonctionner sur le territoire de la forêt boréale aux partenariats que nous

bâtissons pour mieux comprendre la forêt boréale, en passant par l'élaboration scientifique de meilleures pratiques.

Nos pratiques d'aménagement forestier sont axées sur une approche triade visant à équilibrer toutes les valeurs de la forêt : pratiques forestières écologiques sur ce vaste territoire (gestion des activités forestières tenant compte de toutes les valeurs), aménagement intensif des forêts (production de fibres sur des fermes de peupliers) et élaboration d'un réseau de zones protégées servant de points de comparaison.

Cette approche ainsi que les partenariats de recherche, comme le projet de conservation de la forêt boréale qui regroupe l'industrie, les groupes autochtones, les gouvernements, les universités, l'organisme Canards Illimités Canada et les groupes de conservation sans but lucratif, nous aideront à faire progresser ces questions. Par le biais de ce projet, nous travaillons à mieux comprendre les écosystèmes des bassins hydrographiques et des terres humides de la forêt boréale, et à élaborer des plans d'aménagement forestier axés sur les bassins hydrographiques.

En mettant l'accent sur l'amélioration de nos pratiques d'aménagement forestier, nous avons été amenés à travailler en partenariat avec l'Initiative boréale canadienne (IBC) pour examiner la forêt boréale canadienne et trouver des solutions proactives à ce qui est devenu aujourd'hui une question internationale. Nous appuyons la vision et les objectifs de l'IBC qui cherche à maintenir l'intégrité écologique et culturelle de la région boréale tout en préservant les valeurs culturelles, économiques et naturelles de l'ensemble de la région.

Photo : J. David Andrews

Selon vous, quelle est la meilleure façon d'atteindre l'équilibre considérant les centaines de collectivités et les milliers de personnes qui vivent dans la région boréale du Canada et dépendent de sa valeur économique, environnementale, récréative et spirituelle?

Assurer la durabilité de la forêt boréale ne revient pas à un seul groupe. Nous avons tous une responsabilité, et nous devons collaborer pour trouver des solutions qui répondent aux besoins de tout le monde, y compris ceux de dame nature. Nous devons maintenir nos partenariats qui nous aident à mieux comprendre la forêt boréale et qui nous guident vers de meilleures pratiques, scientifiquement établies, en vue de maintenir l'intégrité écologique, culturelle et économique de la forêt aménagée.

Quels sont les principaux obstacles à votre action?

Tous les intervenants doivent développer une vision commune et claire, y compris les peuples autochtones, les gouvernements, le public, les organismes de conservation et l'industrie. Cependant, nous avons besoin de temps pour y arriver.

Comment compareriez-vous la gestion de la forêt boréale au Canada avec celle des autres nations?

L'industrie forestière canadienne est relativement jeune comparativement aux autres nations boréales, en particulier la Scandinavie. Nous avons donc la possibilité de bien faire les choses, et nous sommes dans une position favorable pour respecter la promesse de développement durable de la forêt boréale.

Photo : J. David Andrews

LES OISEAUX DE LA FORÊT BORÉALE

LES MILLIARDS D'OISEAUX DE LA FORÊT BORÉALE

Des projets de recherche qui se déroulent actuellement dans la forêt boréale du Canada, et auxquels participent plusieurs partenaires, devraient répondre à certaines questions au sujet des effets de l'aménagement forestier sur l'habitat des oiseaux dans cette région forestière.

« La forêt boréale n'est pas un écosystème homogène. C'est un écosystème immense et dynamique, et en changement perpétuel », affirme Ian Thompson, chercheur au Centre de foresterie des Grands Lacs (CFGL) du Service canadien des forêts (SCF), qui s'efforce de ne pas trop simplifier cette question complexe. « La forêt boréale comprend de nombreux écosystèmes — chacun possédant son propre mode de régénération. Les populations d'oiseaux s'adapteront à l'habitat disponible et aux changements au fil du temps.

« Vous ne pouvez même pas regrouper les oiseaux chanteurs de la forêt boréale dans une seule catégorie », ajoute M. Thompson. « Ils constituent tous des espèces différentes qui réagissent différemment aux caractéristiques variées d'un habitat; par conséquent, il est difficile de généraliser les effets de l'aménagement forestier sur leur habitat.

« Nous apprenons continuellement au sujet des cycles biologiques de la plupart des espèces d'oiseaux chanteurs de la forêt boréale, de même qu'à propos de leur démographie, des détails de leurs choix pour la nidification, des taux de prédation à leur égard ou du taux de succès de leur reproduction dans différents habitats », dit M. Thompson.

« Le nombre d'oiseaux est colossal », affirme Steve Holmes, un collègue de M. Thompson au CFGL, qui étudie également les oiseaux de la forêt boréale. « Nous parlons d'un à trois milliards d'oiseaux nicheurs, selon les estimations, et de cinq milliards d'oiseaux migrateurs. » M. Holmes déclare qu'il préfère

l'expression « oiseaux terrestres » à « oiseaux chanteurs » puisqu'il étudie également d'autres espèces comme les pics et les geais.

Les cinq milliards ou plus d'oiseaux migrateurs passent environ 70 % de leur cycle annuel dans des pays chauds, en direction de l'équateur. Le déclin de l'habitat dans ces régions d'hivernage et dans celles qu'ils traversent durant la migration semble être un des facteurs du déclin de leurs populations, voire le facteur principal, rapporte M. Holmes.

« Présentement, ajoute-t-il, la majeure partie de la forêt boréale, qui couvre une région 12 fois plus grande que la Californie, demeure intacte — du moins la partie qui se trouve au Canada. »

La recherche que M. Holmes effectue avec ses collègues pourrait contribuer à garder la forêt boréale intacte. Leur apport nous aidera à mieux comprendre comment certaines des 200 espèces d'oiseaux de la forêt boréale répondent aux pratiques d'aménagement forestier, et à atténuer les pressions exercées sur la forêt boréale par les changements climatiques, l'exploration pétrolière et gazière, l'extraction minière ainsi que l'exploitation forestière.

M. Holmes mentionne qu'une autre scientifique du CFGL, Lisa Venier, effectue des recherches au parc national Pukaskwa, situé dans le paysage ancien du Bouclier canadien sur la rive nord du lac Supérieur.

« M^{me} Venier utilise le parc comme point de référence pour étudier les communautés d'oiseaux qui résident dans le parc ou dans les zones d'exploitation forestière qui l'entourent », explique M. Holmes.

« Un de mes projets se déroule à proximité, juste au sud de la rivière White, dans les zones ripariennes longeant les rivières et les ruisseaux.

« Nous tentons de voir s'il est possible de récolter dans ces zones riveraines protégées tout en maintenant les fonctions environnementales pour lesquelles ces zones tampons de 30 m à 90 m ont été établies. Nous nous employons actuellement à faire la récolte de certains blocs pour voir si cela engendre des conséquences sur les populations d'oiseaux, de poissons, d'insectes et ainsi de suite. Nous faisons d'abord la coupe à blanc des hautes terres, ce qui est une pratique normale, puis nous prenons 50 % du bois de la section riveraine. »

Selon les résultats obtenus, ce traitement pourrait permettre à l'industrie d'accéder à certains peuplements situés près des usines

de conversion, qui ne sont pas disponibles actuellement. Il pourrait avoir pour effet de protéger les régions sauvages de la forêt boréale, car les exploitants n'auraient pas à s'aventurer dans des régions éloignées pour récolter la fibre dont ils ont besoin.

« Nous ne proposerions certainement pas cette approche si elle entraînait le moindre impact majeur », affirme M. Holmes. « Mais comme le bois doit provenir de quelque part, il serait préférable qu'il provienne de territoires situés plus près des usines, qui sont déjà quelque peu perturbés, plutôt que de territoires situés au cœur même de la forêt boréale, qui n'ont pas encore été touchés. Nous pourrions toutefois découvrir que les qualités environnementales de ces zones riveraines sont compromises par ce traitement et que nous devons explorer d'autres possibilités d'approvisionnement en fibre à proximité — dont les plantations. »

Le projet qui traite des effets de l'aménagement forestier intensif sur la biodiversité dans le Nord-Est de la forêt boréale et dans la région forestière des Grands Lacs et du Saint-Laurent est dirigé par M. Thompson. Ses partenaires sont notamment le ministère des Richesses naturelles de l'Ontario, l'Institut de recherche forestière de l'Ontario, le Centre écologique du Canada et Tembec, l'une des plus importantes entreprises de produits forestiers du Canada. Quant au projet mené par M. Holmes, les partenaires sont le ministère des Richesses naturelles de l'Ontario, Domtar et l'université Trent.



Paruline masquée

Photo : © Canards Illimités Canada (Wolitski)

Gros-bec errant

Photo : © Canards Illimités Canada (Faucher)



Le Canada abrite plus de 200 espèces d'oiseaux dans sa forêt boréale. Au moins six milliards d'oiseaux nicheurs et migrateurs traversent la forêt boréale chaque année.